



Gilles de Rapper

Les Albanais à Istanbul

Institut français d'études anatoliennes

1- Origines de la présence albanaise en Turquie

DOI : 10.4000/books.ifeagd.116
Éditeur : Institut français d'études anatoliennes
Lieu d'édition : Istanbul
Année d'édition : 2000
Date de mise en ligne : 4 novembre 2014
Collection : La Turquie aujourd'hui
ISBN électronique : 9782362450174



<http://books.openedition.org>

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2000

Référence électronique

DE RAPPER, Gilles. 1- *Origines de la présence albanaise en Turquie* In : *Les Albanais à Istanbul* [en ligne]. Istanbul : Institut français d'études anatoliennes, 2000 (généré le 01 mai 2019). Disponible sur Internet : <<http://books.openedition.org/ifeagd/116>>. ISBN : 9782362450174. DOI : 10.4000/books.ifeagd.116.

Ce document a été généré automatiquement le 1 mai 2019.

1- Origines de la présence albanaise en Turquie

1

Cette première partie s'attache à rappeler certains événements historiques qui sont à l'origine de mouvements migratoires des Albanais vers la Turquie et Istanbul en particulier, et qui pèsent aujourd'hui encore sur les représentations des gens d'origine albanaise, c'est-à-dire sur la façon dont ceux-ci perçoivent leur expérience, tant individuelle que collective. On distingue quatre grandes périodes : l'empire ottoman jusqu'en 1912, les guerres balkaniques jusqu'au traité de Lausanne (1923), la Yougoslavie d'avant et après la seconde guerre mondiale (1918-1960), et l'Albanie depuis la fin du régime communiste (1991-2000).

1.1 - L'Empire ottoman

2 Il est impensable de retracer ici la longue histoire des relations entre les Albanais et l'Empire ottoman. Signalons seulement que la présence albanaise à Istanbul est ancienne : les Albanais y apparaissent dès les débuts de la conquête ottomane (Todorov, 1983, 59). Jusqu'au 17^e siècle, la pratique du devchirmé contribue à maintenir une présence albanaise dans l'armée et l'administration ottomanes, ce qui n'exclut pas l'existence de migrations volontaires. À cette époque, les Albanais sont surtout installés à Istanbul et occupent des fonctions spécialisées : paveurs, puisatiers, plongeurs spécialisés, colporteurs, marchands ambulants (Mantran, 1962, 63). Leur localisation précise n'est pas connue (en dépit de son nom, le village d'Arnavutköy n'est, pas plus qu'aujourd'hui, peuplé d'Albanais) en raison d'une caractéristique qui rappelle la situation actuelle :

« Musulmans en général, écrit Robert Mantran (1962, 63-64), ils ne paraissent pas avoir constitué dans la ville un noyau organisé et se fondent probablement dans la masse des Turcs. »

3 À partir de la seconde moitié du 19^e siècle, la présence albanaise prend une nouvelle importance avec le développement du mouvement national albanaise, dont Istanbul constitue un des centres les plus actifs. Parmi les personnalités de l'époque ayant vécu à Istanbul, on peut citer Pashko Vasa Shkodrani (1825-1892), Abdyl Frashëri (1839-1892) et

ses deux frères Naim (1846-1900) et Sami (1850-1904), Namik Qemali (1840-1888), écrivain né à Tekirdağ (en turc, son nom s'orthographe Namık Kemal), Abidin Pashë Dino (1843-1908) et Ismail Qemali (1846-1919), auteur de la déclaration d'indépendance de l'Albanie, le 28 novembre 1912. La plupart d'entre eux ont servi dans l'administration de l'empire ottoman.

- 4 Dès la fin du 19^e siècle, des Albanais chrétiens sont établis à Istanbul, où ils s'occupent de commerce et d'artisanat. Leur appartenance à la communauté orthodoxe fait qu'ils sont souvent assimilés aux Grecs, comme ils le seront encore par la suite, mais ils sont à l'origine d'une tradition d'émigration vers la Turquie au départ des régions albanaises de Korçë et Kolonjë, dont on trouve encore des traces aujourd'hui. D'une manière générale, la circulation des Albanais dans l'Empire et leur installation à Istanbul et dans d'autres régions (Mer Noire, Anatolie Occidentale) favorisent l'établissement d'une diaspora albanaise en Turquie, lorsque les circonstances politiques du début du 20^e siècle poussent un grand nombre d'entre eux à quitter les Balkans.

1.2 - Les guerres balkaniques et la première guerre mondiale, jusqu'au traité de Lausanne

- 5 L'indépendance de l'Albanie est proclamée en novembre 1912, à l'issue de la première guerre balkanique qui oppose l'Empire ottoman aux nations chrétiennes déjà constituées en États : Grèce, Serbie, Monténégro et Bulgarie. En tant que territoire ottoman, l'Albanie est convoitée au nord par les Serbes et au sud par les Grecs. La déclaration d'indépendance et la demande de reconnaissance internationale sont un moyen pour les Albanais d'empêcher leurs voisins serbes et grecs d'étendre leur autorité sur les territoires albanais, le maintien de ceux-ci dans l'Empire ottoman n'apparaissant plus possible. Jusqu'à la déclaration d'indépendance, la majeure partie de la population était sans doute favorable à une autonomie au sein de l'Empire plutôt qu'à l'indépendance, et dans les années suivantes encore, la fidélité à l'Empire et au sultan ne disparaîtra pas totalement.
- 6 Les raisons qui ont alors poussé un certain nombre d'Albanais à quitter l'Albanie et les régions adjacentes pour l'Empire ottoman sont certainement multiples, à la fois politiques, sociales et économiques. Il faut dire que les premières années de l'État albanais sont particulièrement difficiles : le gouvernement n'exerce une autorité que sur une petite partie du territoire, le reste étant occupé au sud par les Grecs, au nord par les Serbes et les Monténégrins. Violence et insécurité poussent alors de nombreux Albanais à l'exil. Istanbul n'est d'ailleurs pas la seule destination : c'est à cette époque également que se développe un courant migratoire vers les États-Unis et, dans une moindre mesure, vers l'Argentine et l'Australie, qui semble toucher particulièrement les populations chrétiennes du sud-est et qui ne s'interrompra qu'avec la deuxième guerre mondiale, pour reprendre au début des années 1990, après la chute du régime communiste.
- 7 Istanbul apparaît comme une destination privilégiée pour les raisons développées dans le paragraphe précédent : de nombreux Albanais ont déjà des relations avec la capitale de l'Empire et peuvent compter sur le soutien de parents déjà sur place. L'Empire ottoman, puis la Turquie, apparaissent d'autant plus comme une destination naturelle que, parmi la population rurale, musulmane en particulier, la conscience nationale albanaise est peu développée, et que les gens se définissent d'abord par l'appartenance à une communauté religieuse, souvent assimilée à une communauté nationale ou ethnique. Les musulmans

albanais se disent alors « Turcs », une attitude qui dure jusqu'à aujourd'hui dans certaines régions rurales.

- 8 C'est pour cette même raison qu'un certain nombre d'Albanais se trouvent concernés, quelques années plus tard, par la convention d'échange de populations entre la Grèce et la Turquie, incluse dans le Traité de Lausanne de 1923. La définition des frontières de l'Albanie, commencée en 1913, interrompue par la première guerre mondiale et reprise en 1919, laisse en effet au sud deux régions de peuplement en partie albanais en territoire grec : il s'agit en Épire de la Tchamerie (alb. Çamëri, gr. Tsamouria) et en Macédoine de la région de Kastoria (alb. Kostur). Les musulmans de Tchamerie sont reconnus comme Albanais et laissés en dehors de l'échange en tant que tels. Ils sont cependant soumis à des pressions de la part des autorités grecques et sont poussés à partir. Certains passent la frontière albanaise, d'autres partent pour la Turquie. On trouve leurs descendants principalement dans la région d'Izmir. La quasi-totalité de la population tchame musulmane est expulsée de Grèce en 1944, sous l'accusation de collaboration avec l'occupant italien puis allemand. La plupart d'entre eux s'installent en Albanie (Péchoux et Sivignon, 1989 et ICG 2000 pour l'état actuel de la question tchame).
- 9 Les musulmans albanophones de Macédoine grecque occidentale sont au contraire classés comme Turcs dès l'époque de l'échange des populations et sont à ce titre obligés de quitter leurs villages dès 1924 pour la Turquie. Une partie d'entre eux préfère cependant traverser la frontière toute proche et s'installer en Albanie. Parmi ceux qui sont envoyés en Turquie, une petite partie demande au bout de quelques années à partir en Albanie qu'ils considèrent, sinon comme une patrie, comme un pays beaucoup plus proche de celui qu'ils ont dû abandonner (de Rapper, 1997). Les autres restent dans les régions anatoliennes où les autorités turques les ont installés, ou essayent de gagner les villes.

Tableau 1 : Présence albanaise en 1935, province d'Istanbul.

	Ville d'Istanbul	Total province d'Istanbul
Langue maternelle albanaise	6175	6722
Nationalité albanaise	1183	1204
Nés en Albanie	6297	6803

SOURCE : RECENSEMENT 1935.

- 10 Il est difficile de chiffrer l'ensemble de ces courants migratoires et d'avoir une idée de l'importance numérique de la présence albanaise en Turquie à cette époque. Tout au plus peut-on donner quelques chiffres issus du recensement de 1935, pour la province d'Istanbul (tableau 1). Le caractère fortement urbain de la population albanaise y apparaît déjà.

1.3 - Les Albanais de Yougoslavie, avant et après la deuxième guerre mondiale

- 11 Le rattachement du Kosovo à la Yougoslavie à la fin de la première guerre mondiale a eu suffisamment d'impact sur la présence albanaise en Turquie, jusqu'à aujourd'hui, pour

être traité séparément (les principales synthèses sont, pour la période moderne et contemporaine, Vickers 1998 et Roux 1992. Malcolm 1998 concerne en grande partie des périodes plus anciennes qui ne nous concernent pas ici). Deux vagues d'émigration de la Yougoslavie vers la Turquie peuvent être distinguées : la première a lieu entre 1918 et 1941, pendant la phase de colonisation du Kosovo par la Yougoslavie ; la deuxième dans les années 1950 et 1960 (on ne tient pas compte pour l'instant de l'arrivée de Kosovars en 1998 et 1999, traitée dans la troisième partie).

1.3.a - La colonisation du Kosovo (1918-1941)

- 12 On appelle « Programme de colonisation » (Vickers, 1998, 103 ; Roux, 1992, 191-203) l'établissement de l'autorité yougoslave au Kosovo après le rattachement de la région au Royaume des Serbes, des Croates et des Slovènes (qui devient Yougoslavie en 1929) à la suite de la première guerre mondiale. Il s'agit aussi d'installer des colons serbes au Kosovo, sur les terres que les Albanais ont quittées dans les années de guerre ou que l'on encourage à quitter par la mise en œuvre d'une réforme agraire. En même temps, et surtout après 1928, des mesures sont prises pour favoriser l'émigration des Albanais vers l'Albanie et vers la Turquie. Un accord est signé en juillet 1938 entre les gouvernements yougoslave et turc, ce dernier acceptant d'accueillir jusqu'à 200 000 Albanais, Turcs et musulmans du Kosovo et de Macédoine (soit 40 000 familles). Cet accord ne sera cependant pas ratifié par le parlement turc et les fonds ne seront jamais débloqués pour mettre en œuvre le déplacement et l'installation des réfugiés dans les régions peu peuplées d'Anatolie. De 1929 à 1941 cependant, la Yougoslavie s'efforce d'organiser le départ des Albanais sur la base d'accords internationaux (Vickers, 1998, 105), et parvient à provoquer une vague de départs vers l'Albanie et la Turquie.
- 13 La première réaction albanaise aux expulsions et l'installation de colons serbes et monténégrins, dans les premières années de l'après-guerre, prend la forme d'une révolte sociale et politique, celle du mouvement des *Kaçaks* (Vickers, 1998, 99-102 et 108). Durant cette période, les départs vers la Turquie sont encore un phénomène limité. Les paysans expropriés prennent la montagne et organisent des raids contre les villages serbes des basses terres. Les départs vers l'étranger ne se multiplient que dans la deuxième phase de la colonisation, à partir de 1929, lorsque les chefs du mouvement *kaçak* sont arrêtés ou tués. Outre les zones de plaine, colonisées pour des raisons économiques évidentes, les régions les plus touchées sont celles qui bordent la frontière albanaise, l'objectif des autorités yougoslaves étant d'isoler les Albanais du Kosovo des montagnes du nord de l'Albanie où ils peuvent trouver refuge.
- 14 Il est difficile de dire combien d'Albanais ont ainsi été expulsés vers l'Albanie et la Turquie. Michel Roux (1992, 201) minimise l'impact de la réforme agraire et de la politique de colonisation sur la composition ethnique de la population et estime à « quelques dizaines de milliers probablement » le nombre de départs vers l'Albanie et la Turquie. Se fondant sur les recensements de 1921 et 1931 et sur le dénombrement de 1939, il estime à 45 000 et 32 000 les départs de musulmans entre 1921-1931 et 1931-1939 respectivement (Roux, 1992, 217-225). Les chiffres yougoslaves de l'époque indiquent, pour la période 1927-1939, 19 279 départs d'Albanais vers la Turquie et 4322 vers l'Albanie (Vickers, 1998, 119). Si, d'après Miranda Vickers, ces chiffres sont minimisés par les autorités yougoslaves de l'époque qui ne veulent pas attirer l'attention de l'opinion internationale, ceux avancés plus récemment par les historiens et démographes albanais

sont beaucoup plus élevés : entre 200 000 et 300 000 pour Zamir Shtylla (1996, 98), qui inclut tous les départs des régions albanaises de la Yougoslavie vers d'autres pays (principalement Turquie, Albanie et pays arabes), 250 000 Albanais expulsés vers la Turquie dans l'entre-deux-guerres et 50 000 vers l'Albanie pour Hivzi Islami (1994, 62 et 1996, 142), reprenant les travaux de Hakif Bajrami (1981).

- 15 Dès cette époque, les départs sont plus nombreux vers la Turquie que vers l'Albanie. Pour des raisons qui tiennent à l'attrait d'Istanbul en tant qu'ancienne capitale de l'Empire et au fait que de nombreux Albanais y avaient déjà de la famille, l'attrait de la Turquie est beaucoup plus fort que celui de l'Albanie, qui traverse d'autre part une période d'instabilité sociale et politique. Les réfugiés de Yougoslavie, comme les musulmans de Grèce, sont envoyés dans les zones reculées et sous-peuplées. La plupart d'entre eux cependant parviennent à gagner Istanbul et d'autres villes, dont Bursa (Shtylla, 1996, 98). D'autres émigrent de la Turquie vers l'Albanie, où ils sont également installés dans des régions encore peu exploitées que le gouvernement cherchait à mettre en valeur.
- 16 À cette époque déjà, comme lors de la vague suivante, les départs se font par l'intermédiaire de la Macédoine, où est localisée l'administration yougoslave qui organise les départs, et d'où les communications vers les pays de destination sont bonnes : les principales routes d'émigration partent de Skopje vers Thessalonique, et de là vers Istanbul, par train ou par bateau. Durant les années 1918-1928 en particulier, la voie de chemin de fer Nish-Sofia-Istanbul est également empruntée par de nombreux migrants (Shtylla, 1996, 98).

1.3.b - La répression des années 1950 et 1960

- 17 La dernière vague d'émigration massive vers la Turquie a lieu dans les années 1950 et 1960, en conséquence d'une politique de répression et d'incitation au départ menée par les autorités yougoslaves. Jusqu'en 1948, les Albanais de Yougoslavie bénéficient de la situation créée par les bonnes relations entre l'Albanie et leur pays. À cette date cependant (juin 1948), la Yougoslavie rompt avec l'URSS et avec ses satellites, Albanie comprise. Les Albanais du Kosovo et de Macédoine sont alors soupçonnés d'être manipulés par l'Albanie et de vouloir déstabiliser le pays. Une campagne est lancée pour les inciter au départ et favoriser leur intégration dans la minorité turque nouvellement créée (Vickers, 1998, 149). Un nouvel accord entre la Yougoslavie et la Turquie est signé en 1953. La répression anti-albanaise menée par Alexandre Rankovic, ministre de l'intérieur de 1945 à 1953, pousse de nombreux Albanais au départ vers la Turquie.
- 18 Trois choses peuvent être dites à propos de cette nouvelle vague de départs : premièrement, elle a, à la différence des précédentes, une dimension politique qui s'ajoute à la dimension nationale : les Albanais sont incités au départ en raison de leur opposition au socialisme autant sinon plus qu'en raison de leur appartenance nationale (Roux, 1996, 188). Cette opposition politique caractérise aujourd'hui encore les Albanais de Turquie issus de cette émigration, parmi lesquels les sentiments anticommunistes sont répandus. Il faut noter de même le rôle joué par une partie des dirigeants de la communauté musulmane en faveur de l'exil vers la Turquie et d'Istanbul « aux rues de cristal ». Il existe pareillement aujourd'hui un ressentiment envers ces gens qui ont fait passer « la religion avant la nation » (voir aussi Berishaj, 1998, 114-115).
- 19 Deuxièmement, les Albanais ont recours pour émigrer vers la Turquie à l'ethnonyme turc : afin de pouvoir migrer légalement, ils doivent se faire passer pour membres de la

minorité turque, du Kosovo dans un premier temps, puis de Macédoine. C'est ce qu'ils font lors des recensements de 1953 et 1961 (Islami, 1997, 183). Ainsi, entre 1948 et 1953, le nombre d'Albanais dans l'ensemble de la Yougoslavie n'augmente que de 3814 personnes, alors que celui des Albanais de Macédoine passe de 197 389 à 162 524 dans la même période. Dans le même temps, le nombre de Turcs en Yougoslavie passe de 97 954 en 1948 à 259 535 en 1953, pour tomber ensuite à 182 964 (1961), 127 920 (1971) et 101 291 (1981) (Islami, 1994, 195). Un tiers des individus qui se sont alors déclarés Turcs ne parlaient pas turc. Il semble que ce changement obligé d'identité ait facilité leur intégration future dans la République turque, alors même qu'ils refusaient l'intégration à la société yougoslave que les autorités voulaient leur imposer (Roux, 1996, 188).

- 20 Enfin, venant une vingtaine d'années après la vague précédente, l'émigration des années 1950 et 1960 bénéficie de l'existence d'une communauté albanaise de Turquie dont les liens familiaux avec les régions d'origine ne sont pas rompus. Là encore, leur intégration rapide en sera facilitée.
- 21 Au total, on estime à entre 230 000 et 250 000 le nombre de personnes expulsées du Kosovo, du Monténégro et de Macédoine jusqu'à la fin des années 1960 (Islami, 1996, 142), dont 195 000 entre 1954 et 1957 (Vickers, 1997, 157). Il s'agit de musulmans, Albanais, Turcs et Yürüks, les Albanais représentant sans doute 80 % du total. Les années 1955 et 1956, pendant lesquelles la police mène une opération de désarmement de la population albanaise soupçonnée de préparer un soulèvement armé orchestré depuis l'Albanie, les violences policières (tortures et assassinats) entraînent un pic dans les départs : 31 969 pour la seule année 1956 (Bainbridge, 1993, 302).
- 22 Leur installation en Turquie se fait principalement à Istanbul (Aksaray puis Bayrampaşa), ainsi qu'à Sakarya (Adapazarı).

1.4. - Les Albanais d'Albanie depuis la chute du communisme

1.4.a. - Les premiers départs (1990-1991)

- 23 S'ils sont contemporains de l'exode vers l'Italie et la Grèce, les départs vers la Turquie doivent être distingués de ceux vers ces deux pays : il ne s'agit pas d'une fuite désespérée et désorganisée, mais de l'utilisation de réseaux et de relations déjà existants dans une stratégie d'émigration à long terme, à l'instar de ce qui se passe à la même époque et aujourd'hui encore en direction des États-Unis.
- 24 La chute de la dictature communiste en Albanie a été marquée par plusieurs vagues de départ vers l'étranger. Lors de ce qu'on appelle la « crise des ambassades », en juillet 1990 à Tirana, des centaines de personnes ont trouvé refuge dans les ambassades étrangères. L'ambassade de Turquie a ainsi accueilli une trentaine de personnes qui se sont installées en Turquie avec l'aide des autorités. Ce premier contingent a favorisé l'arrivée d'autres émigrés sur la base des réseaux de parenté. Il semble en effet que les premiers arrivés étaient en majorité des pères de famille qui, une fois leur situation stabilisée (souvent grâce à l'aide d'Albanais du Kosovo et de Macédoine), ont fait venir leur famille. On trouve principalement des gens originaires de Myzeqe, région de l'ouest du pays, des villes de Lushnjë, Fier et Berat, ainsi que d'autres venus de Tiranë, Shkodër, Elbasan et Korçë. Il s'agit surtout d'une population rurale, d'un niveau d'éducation peu élevé, qui fuit les conditions de vie des coopératives et des fermes d'État.

- 25 Leur installation à Istanbul s'est faite dans les quartiers où la présence albanaise était déjà forte : Bayrampaşa, Zeytinburnu, Küçükköy, Esenler ; ils peuvent ainsi bénéficier de l'assistance d'une communauté albanaise déjà intégrée et bien organisée.
- 26 Pour un certain nombre d'entre eux, la Turquie n'a été qu'un tremplin vers d'autres pays, en particulier vers les États-Unis. Ce phénomène existe à la même époque dans les autres pays qui accueillent des Albanais : Grèce, Italie, France. La Grèce et l'Italie constituent aujourd'hui encore pour de nombreux Albanais la première étape d'une émigration de plus longue durée dans des pays jugés plus intéressants (États-Unis, Canada, Australie, Suisse, Allemagne).
- 27 Enfin, parmi les raisons données au choix de la Turquie comme pays d'émigration, les Albanais mentionnent l'absence de formalités d'entrée (la plupart d'entre eux achètent un visa de tourisme à la frontière) et l'absence de racisme anti-étranger et anti-albanais en particulier, racisme que l'on dénonce au contraire dans l'attitude des Grecs envers les Albanais.

1.4.b. - La crise de l'année 1997

- 28 1996. L'immigration en provenance d'Albanie reste limitée jusqu'en 1997 : malgré les avantages qu'ils reconnaissent à la Turquie, les Albanais préfèrent en effet migrer vers la Grèce et l'Italie, où les salaires sont plus élevés et qui constituent des portes d'entrée vers l'Union européenne. À cette date cependant, la crise politique très grave qui secoue le pays suite à l'effondrement de certaines pyramides financières et le climat de violence et d'insécurité qui la suit (les Albanais évoquent aujourd'hui encore cet épisode comme une « guerre »), provoquent une nouvelle vague de départs, vers l'Italie et la Grèce bien sûr, mais aussi vers la Turquie. Depuis plusieurs années déjà, les revenus de l'émigration étaient placés en Albanie dans des sociétés pyramidales censées rémunérer les placements à des taux très avantageux (jusqu'à 100 % pour certaines). Dès 1995, certaines de ces pyramides ont commencé à faire faillite : les nouveaux placements ne permettaient plus de rémunérer les plus anciens. Le phénomène s'est accentué en 1996 jusqu'à provoquer à la fois la panique des épargnants voulant récupérer leurs placements, et la fuite des « sommets », c'est-à-dire des initiateurs et principaux bénéficiaires des pyramides, à l'étranger. Le mécontentement des épargnants a été exploité par l'opposition (Parti socialiste, PS), aidée en cela par le malaise créé en mai 1996 par les élections parlementaires, marquées par des irrégularités en faveur du pouvoir (Parti démocratique, PD). Des casernes et entrepôts d'armes ont été pillés, mettant en circulation une grande quantité d'armes diverses et favorisant l'apparition de bandes armées cherchant à exercer une autorité sur une ville, un quartier ou une région. L'effondrement de l'État, en particulier entre mars et juillet 1997, a entraîné un sentiment d'insécurité qui, joint à la désorganisation de l'économie, a poussé les gens à quitter le pays. Selon une étude réalisée par l'Association des émigrants albanais (voir plus bas, § 2.3.c.), les arrivées en Turquie en provenance d'Albanie connaissent un pic en 1997 et 1998 (tableau 2).

Tableau 2 : arrivées en provenance d'Albanie, 1991-1998

Année	Nombre de familles	Nombre de personnes
1991	20	120

1992	110	700
1993	160	750
1994	100	650
1995	80	580
1996	60	400
1997	4500	27 000
1998	2000	15 000

Source : Shoqata e emigrantëve shqiptarë, août 1998.

- 29 Les régions d'Albanie les plus touchées sont celles dans lesquelles les troubles sont les plus violents, en raison notamment de l'apparition de bandes armées échappant à tout contrôle et se livrant à des règlements de comptes : les villes de Berat, Vlorë et Shkodër souffrent plus particulièrement. Les raisons qui poussent au départ sont moins, comme dans les premières années, la misère et l'absence de perspectives économiques que l'insécurité : en conséquence, il s'agit moins d'une émigration de pères de familles ou de jeunes hommes célibataires allant chercher du travail à l'étranger, que d'une émigration familiale dont le but est de mettre la famille en sécurité et de lui assurer des conditions de vie normales. La scolarisation des filles est une raison souvent avancée : depuis 1997, en raison du développement de la prostitution et de la recrudescence des enlèvements de jeunes filles, de plus en plus de familles renoncent à mettre leurs filles à l'école au-delà de la scolarité obligatoire (14 ans). En ce sens, on assiste à l'époque au même phénomène en Grèce : l'émigration albanaise, jusqu'alors composée d'hommes jeunes et célibataires envoyant leurs gains à la famille restée en Albanie, se transforme et devient familiale, avec l'arrivée de femmes et d'enfants et, dans une moindre mesure, de personnes âgées.
- 30 À Istanbul, ces arrivées se sont faites sur une base familiale : les nouveaux arrivants sont tous venus avec l'adresse de parents déjà installés et ont pu bénéficier de leur aide. Une assistance a également été fournie par les Albanais de Yougoslavie.
- 31 En conclusion, il faut noter l'origine diverse, dans le temps et dans l'espace, de la présence albanaise en Turquie. Cette diversité se maintient au sein de la communauté albanaise actuelle, marquée par des particularismes et des divisions héritées des pays d'origine : la diaspora albanaise de Turquie n'est ni uniforme, ni unie.